

*à Madame Salomon Reinach
Hommage d'admiration à la
Russie libérale*

GABRIEL MILLET

*J. Millet
RTP 494p*

LES ZEMSTVOS

A LA VEILLE

DE LA RÉVOLUTION



EXTRAIT DE LA REVUE DE PARIS DU 1^{er} AVRIL 1917

PARIS
IMPRIMERIE L. POCHY

—
1917

RTP

Bibliothèque Maison de l'Orient



130016

RTp 494p



LES ZEMSTVOS

A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Les graves nouvelles qui nous viennent de la Russie ont attiré de nouveau l'attention sur l'Union des Zemstvos et l'Union des Villes. Récemment, au plus fort de la crise (9/21 décembre 1916), voyant leurs assemblées dissoutes par la police et la force armée, elles ont eu l'impérissable honneur de donner, suivant l'heureuse expression de Paul Milioukov, « un avertissement politique d'une haute portée ». Chacun de nous se souvient d'avoir entendu, l'an dernier, nos hôtes russes, nous apportant le salut du Conseil de l'Empire et de la Douma, louer l'œuvre remarquable accomplie par elles pour reconstituer les forces du pays. Cette œuvre, qu'elles ont poursuivie avec une énergie indomptable, à travers les mille obstacles semés sous leurs pas par l'ancien régime, méritait d'être retracée dans ses grandes lignes.

Sans doute, leur organisation peut nous étonner. Imaginez-nous chacun de nos conseils généraux nommant deux délégués¹, puis, ces délégués, réunis en congrès, élisant un comité principal de dix membres, qui étend sur tout le pays un réseau de comités locaux, choisis par les assemblées elles-mêmes, comités de départements et d'arrondissements,

1. L'un représente l'Assemblée, l'autre, l'*Ouprava*, c'est-à-dire l'administration autonome issue de cette assemblée.

qui organise les services les plus variés et les plus complexes, porte secours aux soldats malades et blessés, indépendamment de la Croix-Rouge, bien qu'agissant sous son drapeau, mobilise la petite industrie et fonde des usines, pour pourvoir l'armée, finit même par intervenir dans la direction de la vie économique? Imaginerions-nous les conseils municipaux des villes se groupant suivant ce modèle, pour poursuivre à peu près les mêmes buts, et les deux Unions travaillant ensemble, le plus souvent même, créant des œuvres communes, qui touchent aux intérêts essentiels de la nation ?

Aurions-nous cru que le libre accord des volontés, en dehors des cadres administratifs, eût pu produire un organisme aussi puissant? Que la haute bourgeoisie, maîtresse des Municipalités, que la noblesse terrienne, maîtresse de la plupart des Zemstvos, grâce au vote par curie, se fussent si heureusement dégagées des barrières censitaires, pour faire appel à tous les dévouements, même aux plus modestes, aux intellectuels, aux fabricants, aux paysans, aux représentants des diverses organisations sociales, et qu'elles eussent pu créer ainsi une œuvre de solidarité si souple, si large et si vivante, que nos démocraties en pourront tirer de très précieuses leçons? Et n'est-ce pas un spectacle édifiant que de voir ces deux groupes de corps élus, souvent dirigés par les mêmes hommes politiques, nettement séparés pourtant par les collèges qui les nomment, par les intérêts qu'ils représentent, par les problèmes qu'ils discutent, par les agents qu'ils emploient, de les voir travailler solidairement, tout en restant indépendants, pour utiliser plus largement les ressources les plus diverses du pays, pour puiser plus de force en pénétrant dans les différentes couches sociales, pour remplir, chacun selon ses moyens, une mission commune, « celle d'attirer dans un service chargé d'aider l'armée tous les éléments que l'armée n'a pas appelés dans ses rangs ».

L'Union des Zemstvos dispose de plus de ressources, d'un personnel plus nombreux, pourvoit à plus de besoins. Nous examinerons tout particulièrement son œuvre, mais sans oublier les 464 cités qui, des régions les plus lointaines, de Finlande, de Sibérie, du Turkestan ou du Caucase, envoient

des hommes et des crédits pour entretenir près de 100 000 lits dans les hôpitaux, 25 détachements sanitaires sur le front, sans oublier les tâches spéciales que la guerre leur impose avec plus d'urgence et que l'Union leur facilite par ses informations, ses recherches méthodiques : assainir les villes, assurer les soins médicaux à la population, lutter contre la cherté de la vie.

*
* *

Comment les Zemstvos ont-ils songé à s'unir? Chargés des intérêts les plus graves et les plus complexes, obligés d'organiser l'instruction et le service médical, de soutenir l'agriculture, le commerce et l'industrie, de construire et d'entretenir les chemins, ils éprouvaient déjà, avant la guerre, le besoin de s'entendre et de se grouper. N'avaient-ils pas avantage à acheter en commun les machines agricoles qu'ils vendent à crédit, les matières premières qu'ils fournissent à l'industrie locale, les approvisionnements qu'ils doivent tenir en réserve, à examiner ensemble le fonctionnement et la législation des assurances, à comparer les rapports de leurs agronomes ou de leurs statisticiens? Placés « aux racines de la vie », ne devaient-ils pas un jour faire la synthèse de leurs travaux, élaborer un plan économique? Ainsi, le caractère pratique de leurs fonctions les préparait à l'action collective. Ils devaient s'unir, comme feraient les conseils de grandes sociétés, appelés, dans des régions différentes, à prendre l'initiative des mêmes mesures, au nom des mêmes intérêts. Ne les nomme-t-on pas en effet « établissements de la Société », en les opposant aux établissements de l'État? Chacun d'eux ne passait-il pas, au moins jusqu'à ces derniers temps, pour le simple organe de la société locale, administrant ses propres affaires et pourvoyant à ses propres besoins, au même titre qu'une association privée, obligatoire et contrôlée par le Pouvoir? Ainsi qu'aux associations privées, ne leur fallait-il pas des congrès périodiques, un comité permanent? La guerre, en leur créant de nouveaux devoirs, leur a donné cette force.

Moscou prit l'initiative. Le 25 juillet/7 août, l'Administration autonome (Ouprava) propose à l'Assemblée de grou-

per les Zemstvos de toute la Russie pour secourir les soldats malades et blessés. Le 30 juillet/12 août, dix jours après la déclaration de guerre, les délégués, réunis, traçaient à grands traits le schéma de l'Union. Enfin, le 12/25 août, sur le rapport du ministre de l'Intérieur, l'empereur donnait son consentement.

L'entreprise n'était pas nouvelle. Déjà, en 1904, les armées de Mandchourie les avaient vus à l'œuvre. Ils ne dépassèrent point alors les limites de leurs fonctions sanitaires. Mais aujourd'hui qu'une guerre nationale a remué les couches les plus profondes de la terre russe et tendu tous les ressorts de la Société, appelé les assemblées élues à pourvoir l'armée, à soutenir l'arrière, l'Union devait coordonner leurs efforts, se faire le centre de cette action collective.

Dans l'enthousiasme de la première heure, on ne songea point à l'enfermer dans les cadres rigides d'un programme élaboré à loisir. On s'en remit à l'avenir, à l'expérience pour le détail de son organisation. Cette largeur de vue fit sa fortune, lui permit de s'adapter à tous les besoins, d'élargir indéfiniment son œuvre. Entraînée par un magnifique élan patriotique, conduite par l'activité inlassable, par la puissante intelligence et la haute autorité de l'homme d'État en qui la Russie nouvelle a reconnu son chef, par le prince G. E. Lvov, elle ne pouvait tarder à s'ouvrir la plus brillante carrière.

*
* *

Ses débuts furent modestes, ceux d'un aide. Elle devait se borner à installer et à diriger un petit nombre d'établissements médicaux, à l'arrière, sans dépasser la ligne Moscou-Kharkov, à plus de mille kilomètres du front. Mais déjà, nous assure-t-on, pendant la première semaine de la guerre, il devint évident que ni les services sanitaires de l'armée, ni la Croix-Rouge, avec tout leur puissant outillage, ne suffiraient à l'immensité de la tâche. Les prévisions les plus larges, nous en avons tous fait la douloureuse expérience, ne pouvaient mesurer les proportions déconcertantes de cette guerre. « Peu à peu, nous dit un témoin autorisé, un député qui n'a point quitté

le front, peu à peu la vie fit reculer et supprimer la ligne d'interdiction Moscou-Kharkov. » Le cours naturel des événements poussait l'Union en avant. En effet, deux mois plus tard, les chefs de l'armée l'appelaient sur le front, confiaient à ses détachements la mission de soigner, de nourrir et d'évacuer les malades et les blessés, lui demandaient d'organiser des trains sanitaires.

Ces trois premiers services, lazarets à l'arrière, soins sur le front, évacuation, se développent puissamment. Après deux ans de guerre, on comptait 3 061 hôpitaux, 187 876 lits (on en prépare encore 40 000), 20 détachements, répartis entre 47 ambulances, enfin 50 trains ayant transporté plus d'un million de blessés. Et ce n'est pas tout. La guerre multiplie les souffrances, la charité multiplie les soins. Attentive à tous les besoins, prête à toutes les initiatives, l'Union finira par créer un ensemble des plus complexes, tout un réseau d'établissements variés (3 279, rien que sur le front), très complexes eux-mêmes, et que chaque jour améliore et perfectionne. Ne vient-elle point de lancer, sur les rivières du secteur occidental, des détachements d'un nouveau genre, avec des barges, des barques à vapeur, un hôpital flottant, qui portent doucement les blessés jusqu'au train? Quelques détails nous donneront une idée de cette croissance étonnante.

Du front à l'hôpital, on rencontre l'étape. L'Union l'organise avec ce personnel féminin dont le paysan, depuis des années, a éprouvé l'incomparable dévouement. Elle met une infirmière diplômée (*feldchériltsa*), une ou deux « sœurs de charité ¹ », dans les plus modestes de ces établissements; un médecin, deux infirmières diplômées, quatre ou cinq sœurs, dans les plus importants. Et ces femmes, ces jeunes filles, à la fois savantes et bonnes ménagères, préparent à tous ceux qui passent, qui vont au front ou qui en reviennent, un abri chaud, une table aussitôt servie, du thé, des bains, du linge blanc. Avec deux hôpitaux de douze à vingt lits, réservés aux maladies contagieuses, elles arrêtent le mauvais germe, comme

1. Les « sœurs de charité » ont suivi des cours organisés, dès le début de la guerre, à Pétrograd et en province, sur l'initiative du très regretté comte Jean Tolstoï, une des belles figures de la Russie contemporaine, homme d'État et homme de science, dont nous conservons, en France, religieusement, le souvenir.

dans un filtre. Si l'on veut juger des services rendus, que l'on consulte les statistiques. En un an seulement, sur le front Sud-Ouest, les étapes de l'Union ont reçu 180 000 malades, donné des bains à un demi-million d'hommes, fourni 70 000 complets de lingerie.

Celui qui soigne, sait qu'il faut prévenir la maladie, l'horrible fléau des anciennes guerres, plus meurtrières que le fer et le feu. L'Union aidera les services de l'armée à assurer l'hygiène, à y habituer le soldat. Ses « détachements de construction », dirigés par des ingénieurs, travaillent sous le feu, la nuit, à aménager, sur tous les fronts, un réseau de bains, de buanderies et de chambres de désinfection, où, chaque jour, par dizaines de mille, les soldats se lavent et se changent. Ses bouilloires, qui lui coûtent à peine un rouble par jour d'entretien, fournissent du thé, de l'eau chaude ou tout au moins de l'eau bouillie. Avec ses huttes d'isolement, elle guérit la gale en peu de temps, sans avoir à évacuer des hommes valides. La première, elle organise un service d'inoculations préventives, dont elle fait jusqu'à deux millions. Et, jusqu'à l'arrière, elle élabore un plan et prend des mesures pour arrêter les épidémies.

La Russie manque de médicaments, ne possédant point assez de matières premières ni de chimistes. La société commerciale qui lui en fait venir de l'étranger abuse de son monopole. Mais voici que l'Union, puissamment outillée, sûrement informée, peut pratiquer de vastes opérations, en Angleterre, en France, en Amérique, au Japon, acheter pour six à sept millions de roubles, vaincre les difficultés du transport, constituer des dépôts, installer des laboratoires où l'on vérifie les produits, où on les transforme, et ainsi réaliser des économies, qui, sur certains articles, dépassent ce que l'imagination pouvait concevoir : 2025 p. 100 sur le salol, 3 150 p. 100 sur le salicylate de soude. Et quand le marché mondial s'appauvrit, ses laboratoires se mettent à fabriquer le salicylate de soude, l'aspirine, l'ourotropine, le chlore-éthyle, de la meilleure qualité, 100 p. 100 moins cher. Enfin, la Russie respire. De toutes parts, on fait appel à ce fournisseur habile et désintéressé. Dans près de 300 districts, les Zemstvov reçoivent les médicaments au prix coûtant et viennent en aide à la population. Et

l'on prépare l'avenir. Après la guerre, les assemblées provinciales resteront groupées pour centraliser les commandes, créer des fabriques chimiques. Elles pourvoient ainsi, à bon compte, leurs établissements sanitaires. Elles affranchiront le pays, dans le domaine de la santé publique, de « l'humiliante sujétion aux Allemands ». Et déjà, le 13 juin 1916, un conseil des Zemstvos, décidait de donner à cette union la forme d'une société et chargeait une commission d'en élaborer le statut.

Bien des douleurs sollicitent encore le dévouement des Unions. Abandonneront-elles les malades que leurs ambulances et leurs hôpitaux ne peuvent plus secourir, ceux qui ont besoin du sanatorium, de la cure, ceux dont cette guerre effroyable a dérangé la raison? Abandonneront-elles les mutilés et les invalides? Non, certes. Elles s'en occupent actuellement et pour soulager les misères inguérissables, elles organisent déjà l'avenir.

*
* *

Dès le 1/13 mars 1915, le second congrès de l'Union prenait la résolution d'aider l'armée, en proportion de ses ressources, sous toutes les formes. Puis, voici la retraite de Galicie, les munitions manquent, il faut que tous se mettent au travail, les Zemstvos au premier rang. Le 5/18 juin, leurs représentants se réunissent de nouveau. Les Villes agissaient de leur côté (5/18 juillet), et les deux Unions créaient un organe commun, indépendant, « le Comité principal des Unions des Zemstvos et des Villes de toute la Russie pour la fourniture de l'armée », ou plus simplement le « Zemgor¹ », qui entrait en fonction le 10/23 juillet. Le Zemgor s'entendait à son tour avec les grands industriels, groupés dans le Comité d'industrie de guerre, et les deux organisations, le 17/30 août, recevaient de la Douma le droit de se faire représenter au « Conseil spécial de la défense de l'Empire ».

1. *Zem (stvo) gor (od)*. Le Zemgor ne doit aux Unions que le choix des huit membres qui composent, avec leurs deux présidents, son comité principal. Lorsque les Allemands ont menacé de pendre les membres de l'Union qui se dévouent aux blessés, en alléguant qu'ils fournissent des munitions sous le couvert de la Croix-Rouge, on se demande s'ils ignoraient vraiment que ces deux services n'ont aucun point de contact.

Le 22 août/4 septembre, dans une salle du Palais d'Hiver, le tsar traçait au Conseil son programme en ces termes :

L'œuvre confiée au Conseil spécial de la défense de l'Empire est une œuvre capitale, la plus importante aujourd'hui : renforcer la production des munitions, la seule chose qu'attendent nos vaillantes troupes pour arrêter l'invasion étrangère et ramener le succès à nos armes. Dans le Conseil, sont unis, pour un travail commun, amical, le Gouvernement, les élus du Parlement et des organes de la Société, nos notables industriels, en un mot, les représentants de toute la Russie qui travaille.

La Russie qui travaille a ainsi préparé la victoire¹. Suivant le mot du président Rodzianko, « elle a créé de toutes pièces une industrie qui n'existait pas, sauf dans les ateliers de l'État... Les forces industrielles et sociales ont accompli un grand exploit devant le pays ».

A cet exploit, le Zemgor a pris une part honorable. Avec ses comités locaux, adroitement constitués, sans parti pris, suivant un plan très souple, il a su, dans la plupart des villes russes, obtenir l'appui de presque toutes les organisations sociales, coordonner et féconder leur activité. Pénétrant ainsi dans les profondeurs du pays, il ne se borna pas à son premier programme, qui était de fournir des renseignements techniques. Ainsi que le Comité d'industrie de guerre, il répartit les commandes de l'État, mais entre ces producteurs plus modestes que les Zemstvos et les Municipalités ont toujours guidés et soutenus. Il fait appel à la petite industrie, aux coopératives, aux artisans des villages, aux écoles professionnelles. Il groupe ces éléments, leur fournit la matière première, le charbon, les fonds de roulement. Il recherche, il fait travailler les firmes inutilisées, les établissements évacués. Du 10 juillet 1915 au 1^{er} février 1916, il a passé des commandes pour 73 millions de roubles et réalisé 18 millions d'économie, soit 24 p. 100 sur les prix limitatifs fixés par l'administration. Il y a quelque temps, le Conseil de la défense, reconnaissant ses services, proposait d'élever de 50 à 75 p. 100 les avances du Trésor.

1. Sur la mobilisation industrielle, voyez la *Revue de Paris* du 1^{er} septembre 1915.

Que demande-t-il à toutes ces bonnes volontés? Écoutons, sur ce point, la parole spirituelle du prince Lvov :

Aux premiers temps, tous ceux qui tissaient des nattes ou tordaient des cordes, tous se jetèrent sur les munitions, mais bientôt on découvrit que le succès dépendait de la juste répartition des forces, que l'armée attachait autant de prix aux munitions, aux bottes et aux nattes, et chacun se fit à l'idée de la pourvoir suivant ses moyens. L'Administration de la guerre put renforcer de beaucoup son travail dans les grandes usines de l'État, en les allégeant des petits travaux, et accepta le concours des forces sociales. Et les forces sociales admirent qu'elles n'étaient point en état de produire de la grosse artillerie et portèrent leur attention sur l'intendance et l'approvisionnement technique de l'armée... Elles virent que l'Administration de la guerre possédait d'immenses forces... et décidèrent seulement de l'aider, et, par leur concours, de la pousser à un travail intense. C'est ainsi qu'aujourd'hui elles prennent part décidément à tous les travaux de la guerre, même aux plus importants.

On nous parle, en effet, d'obus de trois et de six pouces, d'un demi-million de projectiles, fabriqués chaque mois (en avril 1916), rien que dans le district de Moscou. Mais il est clair que les nombreuses et diverses fabriques soutenues et dirigées par le Zemgor, les vingt qu'il avait déjà créées lui-même au début de l'année 1916, celles que les Unions ont outillées de leur côté, pour pourvoir à leur services sanitaires, les dépôts qu'elles ont constitués, intéressent plutôt la Direction de la technique militaire et surtout l'Intendance. Ce sont des centaines d'automobiles, des milliers de voitures à deux roues (*dvoukolka*) pour les blessés, des téléphones, que l'Union des Zemstvos envoie à l'armée. Ce sont des équipes d'ouvriers, bien dirigés et bien outillés, — nourris, baignés et désinfectés, — (on les compte par centaines de mille), qu'elle fait travailler aux tranchées. Ce sont des ponts qu'elle construit, des chemins qu'elle fraie. C'est plus d'un million et demi de peaux qu'elle reçoit, en 1915, et renvoie sur le front, sous forme de harnais, de selles, de chaussures. C'est, à Kiev, une fabrique de tan, — l'unique en Russie, — qu'elle remonte en neuf jours, en élevant la production journalière de 300 à 800 poudes. En deux ans, elle a fabriqué, pour ses besoins et pour l'Intendance, cent vingt-huit millions de pièces de lingerie, en 1916 seulement, quatre millions de demi-fourrures, cinq de chaus-

sures de feutre, autant de gants, dix de paires de bas. Pour la campagne d'hiver, elle prépare aux troupes toute leur provision de vêtements chauds. Elle sait aussi qu'un peu de confort soutient les courages et les santés pendant la longue attente de la guerre de siège. Voici que, depuis l'hiver dernier, secondée par les coopératives de Moscou, elle amasse des marchandises dans tout un réseau de dépôts, les y fait assortir, emballer, puis, de là, transporter dans des boutiques voisines du front, enfin, des boutiques, dans les tranchées mêmes, où le troupière voit arriver des craquelins, cuits par des spécialistes, des wagons entiers de petits pains blancs. Le jour de Pâques, chacun reçoit de l'Union son cadeau utile, avec l'adresse d'un ami inconnu, qui a répondu à l'appel touchant du prince Lvov.

*
* *

L'armée combattante, soignée et pourvue, n'absorbe pas tous les efforts des Unions. A l'arrière, d'autres œuvres les sollicitent. Leur regard finit par embrasser toute l'étendue de ce champ de bataille formidable, où la Nation entière jette ses forces. Elles ambitionnent l'honneur d'être désignées par la loi, de façon générale, pour « réaliser les mesures qu'appellent la guerre et ses conséquences ».

Aussi, les voyons-nous s'occuper des prisonniers de guerre et des prisonniers civils, pour leur envoyer des provisions et des livres, défendre leurs droits, faire interner les tuberculeux chez les neutres. Chacune d'elles organise une section juridique, chargée d'assister « toutes les personnes qui ont souffert de la guerre, à propos des questions liées à la guerre, ainsi que les officiers, le personnel médical, les fonctionnaires militaires, les sous-officiers et les soldats, à propos de toutes les questions de droit ».

Mais l'arrière veut surtout qu'on l'organise. Les événements se précipitent et posent sans cesse de nouveaux problèmes. Les congrès vont toujours droit aux plus urgents : en septembre 1915, les réfugiés ; en mars 1916, l'approvisionnement.

En 1915, au commencement de l'été, l'invasion jetait tout

d'un coup au cœur de la Russie des millions de malheureux. Le 7/20 août, le prince Lvov annonçait au ministre de l'Intérieur que l'Union des Zemstvos, « en face de besoins criants, avait jugé nécessaire de prendre sur elle le soin d'installer, pour les réfugiés, des centres d'alimentation, des ambulances, de leur assurer des secours par le travail, d'ouvrir des écoles ». Ainsi, dans le désarroi des premiers jours, l'organisation créée pour les blessés se trouvait prête, et permettait de soulager d'autres souffrances, de sauver une situation périlleuse. Un tel concours donnait au Gouvernement le temps d'instituer de nouveaux services, qu'une loi du 30 août/12 septembre confiait directement aux Zemstvos et aux Municipalités, sous la haute direction d'un conseil spécial.

Les Unions ne crurent pas leur tâche terminée. Après les congrès de septembre, elles offrirent leur entremise officieuse, pour aider les administrations autonomes dans leur œuvre d'assistance et d'organisation. Il fallait procéder au recensement général des réfugiés, enregistrer chacun d'eux, reconstituer les familles dispersées. Il était bon ensuite, pour répartir les secours selon un plan méthodique, de coordonner et de contrôler les devis, de centraliser et de distribuer les crédits de l'État. Si, dans la suite, les Unions ont pu regretter de ne pas voir, sur ce point, leur dévouement utilisé comme elles l'espéraient, elles n'en ont pas moins contribué à évacuer, à nourrir les réfugiés, à leur trouver du travail. Elles assistent les Zemstvos et les Municipalités de leurs conseils, de leurs informations, leur prêtent le concours de leurs comités locaux, à qui le ministre de l'Intérieur demande des enquêtes, de leurs sections de secours, pourvues de toutes les installations utiles, buanderies, bains, boulangeries, fabriques de linge, asiles d'enfants, bureaux juridiques, bureaux du travail. Un des quatre grands comités des Zemstvos, celui du Sud-Ouest, à lui seul, a distribué aux plus pauvres, du 21 août 1915 au 1^{er} janvier 1916, neuf millions et demi de repas. Ceux que les opérations militaires ont lésés dans leurs biens, trouveront dans les sections juridiques, un appui, une direction gratuite, s'ils doivent entreprendre un procès pour faire valoir leurs droits.

L'approvisionnement intéressait surtout l'Union des Villes.

En juillet 1915, elle réclamait l'intervention des autorités ; en mars 1916, celle de la Société. Il fallait un contrôle, il fallait surtout un plan d'ensemble, pour réparer le mécanisme de la production, faussé par la guerre. A telle fin, il convenait de mobiliser, d'unir tous les organes de la vie économique et d'offrir leur concours au Gouvernement, de constituer ainsi, à Moscou, avec les représentants des deux Unions, du commerce, de l'industrie, du Comité d'industrie de guerre, des coopératives et des groupements ouvriers, un comité chargé de réunir les informations, d'examiner les mesures nécessaires, d'exécuter certaines opérations d'ensemble. Ce comité comptait bientôt des filiales.

Les Zemstvos ne se bornaient pas à adhérer au projet des villes : ils chargeaient en outre leur comité principal d'organiser une section économique, appelée à coordonner, dans ce domaine aussi, leur activité selon un plan méthodique. Six mois plus tard, chacun d'eux, réuni en session ordinaire, recevait un rapport substantiel et pouvait apprécier l'œuvre accomplie. Cinq divisions, économie générale, statistique, culture, élevage, approvisionnement, avaient réuni, classé, élaboré les plus riches matériaux sur les questions essentielles, et préparé des études approfondies. Des conférences spéciales, fréquentes et nombreuses, où siègent les représentants de la province et des sociétés agricoles, et surtout les compétences scientifiques, examinent ces études, qui sont ensuite distribuées aux assemblées provinciales et que chacun de nous peut lire dans le remarquable bulletin (*Izvestia*) publié sur le Comité principal. Dans ces conférences, ces hommes, autrefois isolés, s'habituent à penser et à travailler ensemble, en attendant qu'un conseil permanent dirige leur action et qu'un congrès définisse leur programme.

Ainsi l'Union pénètre dans la vie économique du pays. Elle va prendre part à tous les congrès, collaborer avec le « Conseil de l'approvisionnement » créé par la Douma. Que l'on procède au recensement des ressources agricoles, que l'on veuille interpréter les données recueillies, son concours aide au succès. Elle pousse le cri d'alarme, en voyant une nouvelle mobilisation réduire encore le nombre des bras qui labourent et qui sèment et montre que la tâche urgente n'est plus de régler

les répartitions et la consommation, mais de préserver les sources mêmes de la richesse. Enfin, la crise alimentaire redouble ses menaces. Les représentants des Zemstvos comme ceux des Villes, convoqués à Moscou le 9/22 décembre, pour traiter de leurs affaires communes, en firent l'objet essentiel de leurs débats. On sait comment ils virent leurs assemblées dissoutes et quel retentissement eut leur protestation.

*
* *

« Leur activité est devenue presque universelle », disait des Unions, le 13/26 mars 1916, un grand quotidien de Pétrograd. De cette œuvre multiple et complexe, par où ont passé, en deux ans, deux milliards et demi de roubles (nous ne parlons que des Zemstvos), essayons de dégager le trait dominant. Nous n'aurons qu'à citer le professeur Kotliarevski : « L'Union a élargi son activité en raison des nouvelles nécessités vitales et non des conceptions abstraites d'un programme. » Fait remarquable, dont nous voudrions comprendre la signification.

L'historien s'étonnera de voir se produire une telle croissance dans des conditions juridiques indécises et précaires.

Les statuts de 1890 et de 1892 ne prévoient pas ces accords entre les Zemstvos ou les Municipalités ; la Douma n'a pas encore voté le projet de réforme, élaboré par une de ses commissions, qui en ferait un droit. Il a fallu que le Gouvernement les tolérât. A plus forte raison, une délégation permanente manque de base juridique. Les Unions ne doivent leur existence qu'aux ordonnances impériales du 12/25 et du 16/29 août 1914, permettant, l'une aux Zemstvos, l'autre aux Villes, de se grouper, uniquement, pour donner des secours aux soldats malades et blessés, pendant la durée de la guerre. Encore ces deux actes ne figurent-ils pas dans le *Recueil des lois*.

Voici que les événements se précipitent, les difficultés surgissent. Les Unions se trouvent sur les lieux, outillées et prêtes ; elles parent au danger. Le cours des choses les entraîne hors du domaine qui leur était dévolu, leur crée une situation de fait, non de droit.

Cette situation de fait, deux ordres de mesures viennent la consolider : 1^o le Gouvernement assigne aux Unions, sur les fonds du Trésor, des crédits considérables, qui subviennent à la plus grande partie, parfois même, à la totalité de leurs dépenses ; 2^o les Chambres législatives ont fait place à leurs représentants dans les conseils spéciaux, institués auprès des ministères, le 17 août 1915, dans les Conseils économiques et le Conseil de la défense, le 30, dans le Conseil des réfugiés. L'un de ces actes et d'autres analogues désignent expressément, soit les comités principaux, soit leurs présidents, soit le Zemgor, qui en émane. Les Unions voient ainsi, au moins indirectement, leur organisation reconnue et leur compétence élargie par le Pouvoir et par le Parlement.

A quel titre? Des établissements de droit public, autorisés par le souverain, se groupent, pour exercer plus utilement certaines fonctions d'État, déterminées par la loi. A l'organe central, ainsi créé en vue d'un travail défini, chacun d'eux transmet ses propres obligations, avec leur caractère juridique, dans les limites tracées par l'ordonnance impériale, et même, au delà, si des circonstances extraordinaires l'exigent et si le Pouvoir y consent. Ainsi, les Unions ont pu recevoir, soit une nouvelle délégation des Zemstvos et des Villes, pour les secours aux réfugiés, soit une mission spéciale du Gouvernement, pour les fournitures militaires. Organisations sociales de droit public, elles pourront même, nous assure-t-on¹, en se fondant sur la pratique du Sénat, revendiquer la faculté d'acquérir des immeubles par elles-mêmes. Leur situation de droit n'en reste pas moins indéterminée et discutable, tant qu'un acte d'ordre législatif ou administratif, dûment publié, n'aura point défini leur structure, leur compétence, et leur capacité.

Aussi demandent-elles à la Douma un statut légal, qui leur conférerait la personnalité civile. La nécessité s'en fait si vivement sentir au Comité des fournitures, chargé justement de passer des commandes et de signer des contrats pour le compte du Trésor, que, dès janvier 1916, le Gouvernement mettait, en sa faveur, la question à l'étude, tout en laissant de côté

1. P. S. Tsytkine, *Nature juridique de l'Union des Villes de toute la Russie*, dans le *Pravo* du 9 février 1916, p. 300-308.

les Unions elles-mêmes. Toutefois, il indiquait en même temps la difficulté fondamentale du problème, car, si un lien organique rattache les Unions aux Zemstvos et aux Municipalités, lien très étroit, nous l'avons vu, elles doivent se conformer aux principes de droit public qui règlent l'organisation et l'activité des administrations autonomes, et surtout, leurs relations avec l'État. Question délicate, encore pendante, que le nouveau Gouvernement est appelé à résoudre, dans toute son étendue, avec le concours du Parlement.

Si la solution, comme on peut l'espérer maintenant, répond aux vœux des Unions, si l'on sait trouver une formule légale permettant de lier des établissements jusqu'ici isolés, de les organiser en vue d'un travail méthodique, si l'on sait concilier, dans une institution nouvelle, les leçons de l'expérience avec les principes, toute cette belle activité aura eu pour résultat d'élargir singulièrement l'horizon de la législation russe, en donnant un exemple utile à l'Occident.

Elle aura aussi élargi la vie politique du pays. Non qu'elle soit l'œuvre d'un parti. Le professeur Kotliarevski, dont nous acceptons encore ici l'autorité, nous assure, en effet, que les délégués des assemblées provinciales, réunis au sein du comité directeur, professent des opinions assez différentes, sans que l'unité de leurs vues sur l'œuvre à accomplir en soit atteinte. C'est cette œuvre même qui constitue un événement politique. Le prince Lvov l'expliquait avec force au Congrès de mars 1916 :

Notre politique découle du fait même de notre travail, qui a pris l'importance d'un service d'État. En complète union avec l'armée et les représentants du peuple, nous devons nous souvenir que notre travail est un travail d'État, non parce que nous accomplissons la tâche du pouvoir gouvernemental et de ses organes, mais parce que nous forçons, dans ce travail, l'unité des forces sociales et la puissance de l'État.

Profondes paroles, dont un journal autorisé, qui reflétait sans doute alors la pensée des hautes sphères dirigeantes, fait clairement ressortir la signification politique :

Sous la pression des faits..., nous voyons se produire un événement d'une haute portée : le Gouvernement et la Société collaborent dans

ces domaines de l'administration publique, dont la Bureaucratie, auparavant, par tous les moyens, écartait la Société, où maintenant celle-ci pénètre, non comme un habitant tenu en tutelle, mais comme un citoyen jouissant de tous ses droits.

Un homme d'État, tel que M. Goremykine, fidèle aux anciennes doctrines, pouvait redouter, comme une gêne, une menace et un danger, une activité qui n'émanait pas du Pouvoir souverain. Mais son successeur, M. Sturmer, pour ménager l'opinion, crut devoir déclarer, en prenant le pouvoir, que cette activité est féconde, non seulement dans la vie locale, mais aussi dans celle de l'État, que les organes de la Société, autant que ceux du Gouvernement, travaillent dans l'intérêt public. Ainsi, cette pensée nouvelle, si hautement exprimée un peu plus tard par le prince Lvov, revêtait désormais le caractère d'une doctrine officielle.

Pour en mieux pénétrer le sens, rappelons-nous ce qui a été dit plus haut sur les fonctions du Zemstvo, « établissement de la Société ». Autrefois, ses plus chauds partisans trouvaient, dans une telle conception, la garantie de son indépendance. Mais, sur ce point encore, les terribles leçons de la guerre ont changé le cours des idées. Elles ont montré que, dans chacun des domaines abandonnés par l'État aux administrations autonomes, le moindre désordre se répercute sur toute la vie du pays, que ces administrations exercent en réalité des fonctions publiques, que décentraliser, remplacer le contrôle d'en haut par le mandat électif, le fonctionnaire soumis à ses chefs par l'élu indépendant, responsable devant l'opinion, c'est procéder à un simple partage d'attributions, c'est instituer, sous le nom d'autonomie, une autre modalité de l'administration de l'État. Elles ont fourni ainsi une nouvelle base, plus large et plus ferme, au législateur qui prépare une réforme, pour relever la dignité des assemblées provinciales.

La guerre aussi, dans chaque localité, a créé à la population de nouveaux besoins et de nouveaux devoirs. Elle a troublé sa vie, mais elle a doublé son activité : elle a tendu toutes ses forces productives vers le travail qu'exige la défense de la patrie. Aux administrations autonomes, chargées naturellement de pourvoir à ces besoins, de guider cette activité, elle a

imposé ainsi des obligations extraordinaires. Elle a fait passer par leurs mains, rien que pendant la première année de guerre, plus de deux milliards et demi de roubles, assignés sur le Trésor¹. En un mot, elle les a fait investir de nouvelles fonctions publiques. L'Union exerce, en leur nom, quelques-unes de ces fonctions, elle collabore avec les organes de l'État et finit même, si l'on veut, par constituer, à côté d'eux, suivant le mot pittoresque d'un journal de gauche, « une sorte de ministère improvisé, d'un type non bureaucratique », en réalité, une vaste administration autonome, placée sous le contrôle direct du ministre de l'Intérieur. Par elle, la Société entre visiblement dans le courant de la vie de l'État. Voilà un événement considérable.

Cet événement prendra à nos yeux toute son importance, si nous regardons à quelle source l'Union puise sa force. Ce puissant organe reste une simple délégation, tenue par un lien moral. C'est justement de ce lien moral, de ce consentement unanime, de cette « soudure indissoluble », qu'elle tire toute sa capacité créatrice, et cette soudure indissoluble est faite d'une tradition commune, fortement établie dans les esprits et dans les cœurs.

Cette tradition est celle des idées libérales que le créateur des Zemstvos, Alexandre II, a introduite dans la vie politique de la Russie, qu'une noblesse instruite et désintéressée a mise en honneur dans les assemblées provinciales, qui attire dans leurs administrations tant d'hommes intelligents et indépendants, qui anime leurs agents exécutifs, maîtres d'école, médecins, chirurgiens, statisticiens, agronomes, véritable bourgeoisie d'intellectuels, actifs et influents, qui inspire leur œuvre multiple, à qui elles doivent l'honneur d'avoir été les premières à « apporter dans les villages la santé, l'hygiène, l'instruction et des principes solides d'économie privée² ». Lorsque les Unions ont porté cette tradition sur un plus

1. 51,9 p. 100, pour les malades et les blessés ; 39,6 p. 100 pour les allocations complémentaires aux familles des réservistes. Pendant cette même période, sur leurs propres fonds, les Zemstvos ont dépensé, pour la guerre, un peu plus de 32 millions de roubles.

2. Paul Milioukov, *la Crise russe*, Paris, 1907, p. 210-216. Sur l'œuvre des Zemstvos avant la guerre, voyez la *Revue de Paris* du 1^{er} octobre 1916.

vaste théâtre, la Russie, ainsi que l'observait, en 1915, le prince Lvov, a recueilli le fruit de cette haute culture politique. Alors, « dans un moment d'une si grande importance historique, le peuple russe s'est trouvé assez organisé pour supporter les coups cruels de la destinée et leur opposer, non des forces disséminées et dispersées, mais des forces réunies en bon ordre, comme une armée combattante ».

Une telle tradition devait entraîner l'Union loin des chemins frayés par les bureaux de l'État, lui faire trouver des procédés de travail bien à elle, en faire une organisation que les chefs mêmes de l'armée nous montrent souple et hardie, capable de s'adapter rapidement aux conditions nouvelles, d'élaborer et de réaliser toutes les idées qu'on lui suggère, de faire large, d'exécuter vite et bien, sans papiers superflus, de stimuler l'activité indépendante, les initiatives fécondes, l'élan patriotique, de faire confiance à ses agents, en les contrôlant, en punissant promptement les fautes, d'ailleurs très rares, enfin, de manier les millions du Trésor, au milieu de difficultés sans nombre, d'un va-et-vient continu, avec une comptabilité sûre, fondée sur la pratique des Zemstvos, sans règlements compliqués et minutieux.

On a parfois reproché aux Unions de ne point ménager assez les dépenses. On répond, en leur nom, qu'elles ont sacrifié l'argent pour sauver les vies humaines. Si l'évacuation leur coûte deux roubles trente, par homme et par jour, c'est parce qu'elle est rapide, parce qu'on n'attend point d'avoir rempli les trains, pour ne pas retenir les blessés en chemin. Dans leurs hôpitaux, elles veulent avoir toujours des lits disponibles, et, sur le front, des soins tout prêts. Dans une ville évacuée, elles ne craindront point d'exposer leur matériel, pour soigner les deux cents, les cinq cents blessés, que, pendant deux semaines encore, chaque jour amène, et elles tiendront jusqu'à la dernière minute. Au cours de la retraite, elles se risquent à ouvrir leurs paquets, à quelques verstes du combat.

Ce n'est point seulement du coton hydrophile et de la gaze que les Unions apportent, sans compter, aux combattants, ce sont des cœurs et ce sont des vies. Nous avons pu observer déjà la tendance qui les attire vers le front; d'autres nous parlent de « l'élan impétueux qui les porte à se fondre

de plus en plus avec l'armée ». L'armée aime justement cette liberté qui s'adapte à toutes les circonstances, cette confiance qui recherche le contact des troupes, le contact le plus étroit devant donner le meilleur travail. Presque chaque corps a son détachement, prêt à le suivre partout, « prêt aux plus durs combats, aux attaques, comme aux retraites, comme aux longues stations ». Une ambulance, le jour de son anniversaire, est citée à l'ordre du jour de la division, comme « une compagne de route assidue, présente à tous ses combats, à tous ses mouvements, une collaboratrice fidèle, donnant des soins rapides et efficaces à ses malades et à ses blessés ». Et tous ceux qui ont parcouru le front ne se lassent pas d'admirer ces milliers de médecins, d'étudiants, de femmes du monde, qui aident le soldat modestement, sans pose et sans bruit. Nous en avons connu de ces nobles jeunes filles, parure de nos conférences, et nous nous demandons où elles puisaient leur force, il y a deux ans, dans ces mois terribles, pour suivre depuis les Carpathes jusqu'aux marais de Pinsk, cette marche sans relâche, quand elles ne pouvaient guère rester en place plus de quatre ou cinq jours, tout juste le temps de panser les nombreux blessés, et qu'il leur fallait par moments travailler deux ou trois jours sans prendre aucun repos, même la nuit, à quelques kilomètres des tranchées.

Où puisaient-elles leur force? Écoutons le commandant du régiment des tirailleurs finlandais, et nous n'aurons pas de peine à le comprendre :

Méprisant le danger, les « sœurs et les frères de charité », près de la première ligne de tranchées, sous le feu des fusils et de l'artillerie, ont pansé les blessés, en s'efforçant de le faire aussi rapidement et aussi doucement que possible. Ils ont soutenu les tirailleurs par l'affection dont avaient si grand besoin des hommes arrachés à leur famille, ayant vécu si longtemps dans la boue, l'humidité et le froid. Ils ne les ont pas seulement pansés et encouragés, mais aussi nourris, alors qu'au moment du combat, ils furent privés pendant quelques jours de nourriture... Ils vivent avec le régiment, et le régiment vit avec eux. Ils supportent ensemble les privations et les difficultés de la guerre. Pas un mot ne trahit la fatigue. C'est un être idéal que la sœur ou le frère de charité. Ils se donnent tout entiers pour aider non seulement les tirailleurs, mais aussi la population.

« C'est un être idéal. » Ce sont des cœurs pénétrés d'idéalisme et qui se savent compris. Dans une étape, une jeune feldchéritsa, seule, avec une seule sœur de charité, sans autre femme autour d'elles, s'occupe de tout. Pendant des mois, elle voit passer des soldats de toute espèce, qui échappent ainsi à la discipline : « Les soldats sont toujours polis avec moi. Je n'ai jamais entendu une grossièreté. Ils m'écoutent toujours. » Nous reconnaissons à ce trait notre héroïque compagnon d'armes, sain, bon et gai, sociable, aimant à s'instruire, prompt à l'enthousiasme, et nous admirons avec quelle dignité, dans quelle auréole de respect, ces femmes de grand cœur exercent leur passion du sacrifice. Une telle fraîcheur de sentiment nous révèle cette source de jeunesse qui coule au cœur d'un noble peuple.

Tel est le secret de l'Union. Voilà comment elle a su gagner la confiance des plus larges couches de la Société. Voilà d'où elle tire « l'inépuisable richesse de son énergie créatrice », qui étonne un homme aussi averti que M. Konovalov, le représentant des industries de guerre, aujourd'hui ministre. Voilà le ressort qui a mis en action, suivant l'expression du docteur Dournovo, « une organisation sociale si puissante et si précieuse, qu'en temps de paix, nous n'aurions pu rêver de la voir surgir ». Que les partisans de la monarchie pure, à l'extrême droite, s'inquiètent de cette force nouvelle; que des médecins, à gauche, réclament une plus large place dans la direction des hôpitaux et dans les conseils de l'Union, qu'ils accusent le régime censitaire et veuillent ouvrir la voie aux éléments démocratiques, nous n'en serons point troublés. Il nous suffit de recueillir les témoignages élogieux de ceux qui ont vu, du député de droite, V. M. Pourichkiévitch, de M. Rodzianko, du général Alexéïev, chef du grand état-major, du grand-duc Nicolas, de l'ancien tsar lui-même, qui a déclaré estimer profondément ce travail « plein d'abnégation », mis au service de l'armée.

« Mieux vaut qu'il y ait des défauts dans le travail, écrit le professeur Kotliarevski, mais qu'il y ait du travail et non la crainte d'attirer sur soi des reproches par des défauts inévitables. La peur d'une responsabilité précise, au milieu de si grands événements, doit céder la place au sentiment d'une

responsabilité plus haute, à la voix de la conscience nationale, qui condamnera plutôt l'inaction que les fautes. » Et le savant économiste résume d'un mot toutes les impressions que nous-même avons si vivement ressenties en écrivant ces lignes. Les Unions, surtout celle des Zemstvos, ont concentré sur un travail pratique, libre de tout parti pris, l'élan d'idéalisme qui entraîne le pays. « Un profond et sincère patriotisme, nous dit encore le prince Lvov, un haut idéal d'évolution, voilà les véritables guides qui ont dirigé l'effort de la Nation. »

Le prince Lvov, qui connaît bien les difficultés à vaincre et les progrès à réaliser, ne mesure pas seulement par des chiffres le résultat du travail commun. Il le cherche dans les esprits et dans les consciences ; il embrasse du regard tout le terrain préparé pour les futures semailles.

Notre travail ne vise pas seulement la fourniture de l'armée ; il vise aussi des problèmes de haute culture nationale... Achevons la mobilisation. Nous avons encore des provisions disponibles. Serrons-nous contre l'armée, coude à coude, et nous rentrerons chez nous, sur un champ purifié, dans une vie transformée.

Cette haute espérance, le président de l'Union, au second anniversaire de la guerre, a su l'exprimer en des termes pénétrants, qui font tressaillir nos cœurs français :

Cette guerre terrible touche à sa fin. Nous avons devant nous une ère de vie nouvelle et tous nous devons tendre nos forces, notre énergie et déployer nos ailes. Après ce que nous avons traversé, rien ne peut nous abattre. En vérité, personne ne s'est laissé abattre. La Russie, la France, l'Angleterre, la Belgique, la Serbie et l'Italie n'ont pas montré seulement le plus grand héroïsme et la plus grande vaillance, mais aussi la plus grande dignité, de la hauteur d'âme. Il faut le dire en particulier de la France, qui a montré dans cette guerre une étonnante force morale. Je suis convaincu que la France, planant toujours très haut dans le domaine de l'âme, éternellement jeune, vaillante et ardente, est prête déjà à agiter ses ailes et à s'élever dans les hauteurs du ciel. Et tous les peuples, unis dans une même volonté de rénovation, trouveront avec elle le chemin commun vers une vie nouvelle. Nous avons longtemps levé la tête en regardant la culture allemande. Mais il est apparu que les yeux et les esprits des milans allemands étaient rivés à la terre. Éloignons-nous d'elle et espérons que les efforts communs de l'Humanité créeront une vie où il n'y aura plus de place pour les milans.

Écoutons encore ces fortes paroles : « Nous croyons trouver précisément dans l'action réelle, dans le travail réel, notre salut commun, le salut de notre patrie. » Elles expriment la pensée qui soutient tous ces hommes dont le général Alexéïev a dit : « Leur désir de travailler est si grand, qu'ils se mettent avec plaisir à n'importe quelle besogne, grande ou petite, pourvu qu'elle soit utile à l'armée. » Elles expriment la pensée qui soutient tous les cœurs russes. Elles résonnent comme l'écho de cette voix puissante dont parle le poète, la voix des aïeux, que la Russie sut entendre il y a deux ans aux jours d'épreuve : « Sois grande, tu le dois ! » Grande, très grande, elle le fut alors par l'héroïsme. Grande, très grande, elle a voulu l'être aussi par le travail.

